



www.fnte.cgt.fr

Enjeux industriels



Exigeons d'autres choix

Le 20 octobre et le 13 décembre 2011 l'ensemble des salariés du ministère va être appelé à élire leurs représentants aux différents Comités Techniques.

Ces différents Comités Techniques et tout particulièrement le Comité Technique Ministériel ont pour vocation de travailler sur l'ensemble des grandes questions du ministère et de la gestion des personnels, en dehors des cas individuels.

Il est un point que nos futurs élus CGT se feront fort de mettre sur le devant de la scène, dans ces différents Comités Techniques, c'est l'enjeu et l'avenir industriel de nos établissements.

L'existant

Certes, à force de restructuration, d'externalisation et de privatisation de nos industries de défense (GIAT-Nexter, SNPE, DCNS), le ministère s'est au fil du temps éloigné des lieux de construction.

Quoiqu'il en soit, il subsiste toujours et encore par la force des luttes sociales des secteurs à " vocation " industriel et qui travaillent au quotidien avec les constructeurs.

De la Direction Générale pour l'Armement en passant par les Base de Soutien du MATériel, le Service de Soutien de la Flotte, les Ateliers Industriels Aéronautiques et d'autres services il est un fait avéré qu'au sein du ministère de la défense nous sommes en prise directe avec l'industrie. Il est aussi des secteurs qui entretiennent les matériels des forces armées.

Ce secteur de la Maintenance en Condition Opérationnel des matériels des forces armées est à ce jour un enjeu stratégique de premier ordre. Il est dorénavant acquis que lors de l'achat d'un matériel, le coût global d'acquisition comprend certes l'acquisition du matériel neuf, mais surtout le coût d'entretien sur toute sa durée de vie. Globalement ce coût d'entretien peut-être estimé à 75% du coût global d'acquisition. Cette répartition des coûts aiguise les appétits des divers industriels et qui voudraient mettre à mal notre secteur étatique de maintenance. Pour la CGT, ce secteur de la maintenance doit rester dans le giron étatique afin de conserver toute indépendance et autonomie vis-à-vis des industriels.

Une communauté de travail à reconstruire

De la conservation de nos capacités industrielles dépend à long terme de notre indépendance et de notre autonomie de production. Ce faisant, en conservant et développant notre industrie nous restons maîtres de notre destin et de notre approvisionnement pour les forces.

Il est aussi un point essentiel pour pouvoir rester maître de notre avenir, c'est le statut des personnels. Afin de garantir la passation des savoirs et la stabilité des personnels, la CGT revendique la généralisation des CDI au ministère et l'embauche statutaire de l'ouvrier à l'ingénieur en passant par les filières administrative.

Afin d'assurer ce maintien de nos compétences il convient d'endiguer par tous les moyens appropriés les multiples vagues d'externalisations de nos missions et de nos savoirs. A trop vouloir externaliser et sous-traiter nous ne serons plus en capacités d'être les décideurs de l'avenir de nos industries.

Ce maintien de la diversité de l'activité vaut aussi et surtout pour les grandes directions du ministère. Comment ne pas croire que le découpage actuel et le " re-centrage sur le cœur de métier " des grandes directions ne présage pas d'un avenir incertain. Cette répartition des secteurs " rentables " ressemble à s'y méprendre à la vente à la découpe du ministère !!

L'hyper-spécialisation de nos directions et la mono-activité fait courir un risque majeur quant à la pérennité de nos directions en cas de diminution de charge.

Ce faisant les multiples phases d'externalisation font peser un lourd tribut inadmissible en terme de sécurisation de nos approvisionnements et de maintien de sécurité de travail pour les entreprises sous-traitantes. Ce transfert de responsabilité vers les sous-traitants est dans beaucoup de cas responsable d'accident dus à la pression économique mise sur ces entreprises.

C'est pourquoi la CGT milite pour la ré-internalisation des missions et des compétences. Ce faisant, il est un fait établi aussi, qu'en ré-internalisant nos missions et compétences nous recréerons aussi une unité de travail dans les entreprises. Cette unité/communauté de travail est la garantie pour que l'ensemble des salariés puissent bénéficier des mêmes formations, des mêmes acquis sociaux (Grille de salaire, qualification, déroulement de carrière, généralisation du CDI, niveau retraite etc...). Cette unité/communauté sera aussi nécessaire afin d'arrêter de faire peser sur la sous-traitance l'épée de Damoclès de la fameuse course à la diminution du coût du travail. Cette course effrénée à la diminution des coûts a pour corollaire l'augmentation des accidents de travail et donc des **Troubles Psycho-Sociaux**. Pour la CGT, le lieu de travail doit être considéré comme un lieu d'émancipation et de socialisation.

De l'édification d'un Pôle Public National de défense

A l'heure où les courants de pensées libéraux/capitalistiques prônent la fusion et le redimensionnement de notre secteur industriel aux seuls fins de devenir les grands champions de l'exportation, la CGT dénonce cette dérive financière de cette orientation qui aura comme conséquence la multiplication des conflits et de surcroît, avec les transferts de technologies, la mise en place d'une industrie " *Low-Cost* " de l'armement qui aura tôt fait d'inonder le marché mondial en dehors de toute capacité d'intervention des Etats.

Les enjeux industriels doivent permettre, comme le revendique la CGT de sortir les industries d'armement du secteur marchand. Pour la CGT, les armes ne sont pas des marchandises comme les autres et les industries doivent servir à fournir le matériel nécessaire aux forces pour une défense non agressive.

Ce faisant, nous mettons en avant et au débat avec les salariés l'édification d'un **Pôle Public National de Défense** qui permettrait à la puissance publique de garder la maîtrise de ce secteur si sensible des industries de défense.

Nous ne pouvons et ne devons laisser ce secteur aux mains des promoteurs de la libre concurrence non faussée et aux rois de la financiarisation de notre secteur industriel. C'est pourquoi, la CGT revendique aussi la création d'un pôle publique financier qui serait adossé au Pôle Public National de Défense afin de sortir des griffes du monde de la finance les industries de défense

La nécessaire formation professionnelle pour les salariés des industries

La richesse première d'une entreprise ou d'un ministère ce sont les salariés. Ce sont les salariés qui connaissent leur métier et qui maîtrisent le mieux les enjeux de sécurité au travail. C'est pourquoi, en parallèle avec la conservation de nos industries nous devons aussi afin de conserver nos qualifications et statuts continuer à revendiquer des formations professionnelles à la hauteur des enjeux de demain. Les cycles et capacités de formation pour les apprentis doivent être reconsidérés et revus à la hausse.

Un point sur les écoles sous tutelles du ministère qui forment une grande partie des futurs ingénieurs et cadres de nos industries et ministère. Ces écoles sont : Polytechnique, ENSTA-Palaiseau, ENSTA-Bretagne (ex-ENSIETA), ISAé-Toulouse (SupAéro + ENSICA).

La CGT n'est pas opposée à l'idée que les élèves des écoles soient en contact avec le monde industriel, toutefois chaque école doit conserver la maîtrise de son enseignement en dehors des pressions extérieures.

Suite à la loi sur l'autonomie des universités et la mise en concurrence des dites écoles pour la recherche de financement, il y a fort à craindre de la mainmise des industriels sur les cursus et formations des écoles en contrepartie de financement de programme ou d'étude. La CGT revendique l'appropriation de moyens nécessaires des écoles afin de les laisser en dehors des fourches caudines de la finance.

Repenser le mode de production industriel et promouvoir de nouvelles filières

Afin de pouvoir conserver une industrie qui nous permette de rester autonomes et indépendants, il faut une politique d'investissement à la hauteur des enjeux de demain. L'investissement aux profits des industries et du ministère doit se faire en promouvant le développement de filières industrielles humainement et écologiquement responsables. Ces filières, de déconstructions ou autres, sont porteuses d'emplois industriels à forte valeur ajoutée. De plus, ces nouvelles filières doivent permettre la conservation du tissu industriel sur l'ensemble de notre territoire. Ces politiques d'investissement doivent aussi et surtout promouvoir la Recherche et Technologie, sans lesquelles il est impossible de rester indépendant et maître de son destin.

POUR LA CONSERVATION DE LA MAITRISE DE NOTRE SECTEUR INDUSTRIEL ET MINISTERIEL, POUR LE MAINTIEN DE L'EMPLOI STATUTAIRE DANS LES ETABLISSEMENTS, POUR LE MAINTIEN D'UN SECTEUR INDUSTRIEL INDEPENDANT DES MARCHES FINANCIERS, POUR UNE RE-INTERNALISATION DE NOS MISSIONS, POUR L'EDIFICATION D'UN POLE PUBLIC NATIONAL DE DEFENSE.

LE 20 OCTOBRE ET LE 13 DECEMBRE, VOTER ET FAITES VOTER CGT